



Ensemble, défendons nos trains

Le gouvernement veut fermer 9 000 kms de «petites lignes»

Les annonces du gouvernement sur la réforme de la SNCF ont de quoi inquiéter : en refusant de financer les « petites lignes », le gouvernement laisse la responsabilité aux régions, sans aucun moyen supplémentaire. Plus de 9000 kilomètres sont menacés !

La concentration des investissements sur les métropoles et les grands nœuds ferroviaires va créer des déserts ferroviaires, notamment dans les territoires ruraux comme le nôtre.

Privatisation du transport ferroviaire : l'exemple du Royaume-Uni

Le Gouvernement, en changeant le statut de la SNCF, s'engage vers sa privatisation. Le Royaume-Uni a fait l'expérience de la privatisation de son service public ferroviaire.

Résultat :

Prix des billets 6 fois plus cher qu'en France,

Accidents dus au manque de personnels et d'entretien des lignes,

Retards systématiques, trains supprimés, conditions de transports dégradés...

Aujourd'hui, 75% des Britanniques se prononcent pour une renationalisation du transport ferroviaire



Une réforme anti-écologique !

La relance du transport de marchandises par train (fret) est indispensable face à l'urgence climatique et pour plus de sécurité sur les routes.

Un train de 35 wagons, c'est 55 camions de 32 tonnes en moins sur les routes !

Pour le transports de voyageurs aussi, **moins de trains c'est plus de voitures sur les routes, plus de pollution, moins de sécurité !**

Défendons nos services publics!

Manifestation

22 mars 14h30

Toulouse - Place Arnaud Bernard

Parti communiste français

PCF
Parti communiste français

Le statut des cheminots : un faux problème !

Le statut des cheminots n'a aucun rapport avec la dette de la SNCF, due au fait que l'Etat lui a demandé de financer à sa place la construction des lignes de TGV. Et les cheminots paient des cotisations sociales plus élevées que celles du régime général pour financer leurs retraites.

Le statut des cheminots permet au contraire une continuité et une stabilité dans le fonctionnement du Service Public. Il permet également un niveau de qualification, de formation initiale et continue pour assurer un haut niveau de technicité et de sécurité.

Le gouvernement veut supprimer ce statut pour que la SNCF puissent embaucher des salariés « jetables », précaires, qui ne pourront plus s'opposer par exemple à des conditions de circulation néfastes pour la sécurité des voyageurs et des cheminots ! Elle le fait d'ailleurs déjà dans ses très nombreuses filiales de droit privé... La sécurité d'emploi des cheminots est la garantie de votre sécurité d'usagers des trains !

De nouveaux financements pour la SNCF

Le gouvernement utilise l'argument de la dette pour exiger la privatisation de la SNCF. Cette dette de 53 milliards est due au fait que l'Etat a demandé à la SNCF de financer à sa place la construction des lignes de TGV. Rien à voir avec le statut des cheminots ! La SNCF paie chaque année 2,7 milliard d'euros de frais financiers et intérêts aux banques !

Il faut dégager 3 milliards d'euros par an pour la SNCF, pour assurer une desserte de qualité sur tout le territoire. Il suffit pour cela d'utiliser les moyens qui ont fait leur preuve en Ile-de-France :

➔ **extension à l'ensemble du pays de la taxe locale sur les bureaux et de la taxe sur les parkings d'hypermarchés à l'ensemble du pays, actuellement en vigueur dans la seule Ile de France : + 4 milliards d'€**

➔ **mise en place d'une éco-taxe poids-lourds : + 1 milliard d'€**

On peut également :

- ➔ **créer un versement transport payé par les entreprises à toutes les régions.**
- ➔ **renationaliser les autoroutes et utiliser leurs recettes pour financer le rail.**



PRENEZ PARTI... ADHÉREZ



- Je souhaite être informé-e des initiatives du PCF
- Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse  chèque à l'ordre de: ADF PCF 31

Nom et prénom

Adresse

Renvoyer à 1 allée Marc Saint-Saëns BP 73657 31036 Toulouse Cedex 1

www.31.pcf.fr  pcf31  @PCF